

L'Argentine offre de nouvelles occasions d'affaires

Les échanges commerciaux entre le Canada et l'Argentine ont augmenté de façon marquée au cours des dernières années grâce à la transformation économique de l'Argentine.

De 1992 à 1996, le commerce bilatéral est passé de 226 millions \$ à près de 400 millions \$. Au cours des huit premiers mois de 1997, les exportations au Canada se sont élevées à 250 millions \$, ce qui représente une augmentation de 100 % en comparaison de la même période l'an dernier.

Au cours de la mission commerciale du premier ministre Chrétien en Argentine en janvier 1995, des entreprises canadiennes ont signé 36 contrats évalués à 394 millions \$. Ces contrats, auxquels ont participé 33 entreprises de diverses régions du Canada, ont fait appel à une gamme variée de compétences et de technologies.

Des accords de collaboration favorisant les relations commerciales

Au cours des trois dernières années, des accords de collaboration ont été conclus et des initiatives ont été entreprises dans les domaines de l'énergie nucléaire, de la géoscience, de l'exploitation minière, des pêches, des sciences spatiales, de la technologie de pointe et, plus récemment, de l'agriculture et de l'environnement.

Les produits agroalimentaires représentent environ la moitié des exportations de l'Argentine vers le Canada, les produits en cuir, 23 %, et les produits en acier et le pétrole composent le reste. Les exportations canadiennes destinées à l'Argentine comprennent des machines, des produits agricoles, des minéraux et des métaux, du matériel de télécommunications, des appareils mécaniques et électriques, du papier journal, des articles en matière plastique et des produits chimiques.

L'investissement : la clé de l'activité canadienne en Argentine

Les liens commerciaux unissant les deux pays ont été resserrés par les investissements directs du Canada en Argentine. Ces investissements, sur lesquels reposent nos rapports commerciaux avec l'Argentine, devraient atteindre les 2 milliards \$ d'ici l'an 2000. À l'heure actuelle, le Canada occupe le troisième rang pour l'importance des investissements étrangers en Argentine et devrait

continuer de figurer parmi les cinq principaux investisseurs dans ce pays d'ici la fin du siècle.

Les Canadiens ont aussi investi fortement dans le programme de privatisation de l'Argentine, particulièrement dans le secteur énergétique. Bien que l'investissement canadien dans les domaines du pétrole et du gaz, de l'exploitation minière et de l'énergie soit relativement faible, les entreprises canadiennes y jouent un rôle croissant.

Le savoir-faire canadien en demande

Les entreprises canadiennes trouveront des débouchés intéressants dans de nombreux domaines, notamment ceux de l'exploitation minière, du pétrole et du gaz, des télécommunications et de l'informatique, des transports, de la transformation alimentaire, de l'exploitation forestière, de la géomatique et de l'éducation. Les nouveaux secteurs d'intérêt comprennent l'environnement, l'automobile et le tourisme.

Les entreprises canadiennes ont acquis de vastes connaissances dans ces secteurs et ont beaucoup à offrir sur le plan de la technologie, du matériel et des services.

Des faits nouveaux contribuent aussi à favoriser les liens commerciaux entre le Canada et l'Argentine. Ainsi, le 30 septembre 1997, les deux pays ont signé une entente bilatérale de projet pilote, d'une durée d'un an, portant sur l'expédition du porc canadien en Argentine et du boeuf argentin vers le Canada.

Les entreprises canadiennes qui s'intéressent au marché argentin peuvent avoir recours aux programmes d'assurance et de financement de la Société pour l'expansion des exportations (SEE). En 1997, le volume total des affaires réalisées par des entreprises ayant bénéficié du soutien de la SEE en Argentine a dépassé 380 millions \$, faisant de ce pays un des plus importants marchés en Amérique du Sud pour la SEE. À l'heure actuelle, la SEE a sept marges de crédit avec des banques et des institutions financières locales. Les intérêts des entreprises canadiennes sont aussi servis par un accord sur la protection des investissements étrangers et par une convention fiscale conclue avec l'Argentine. Δ

